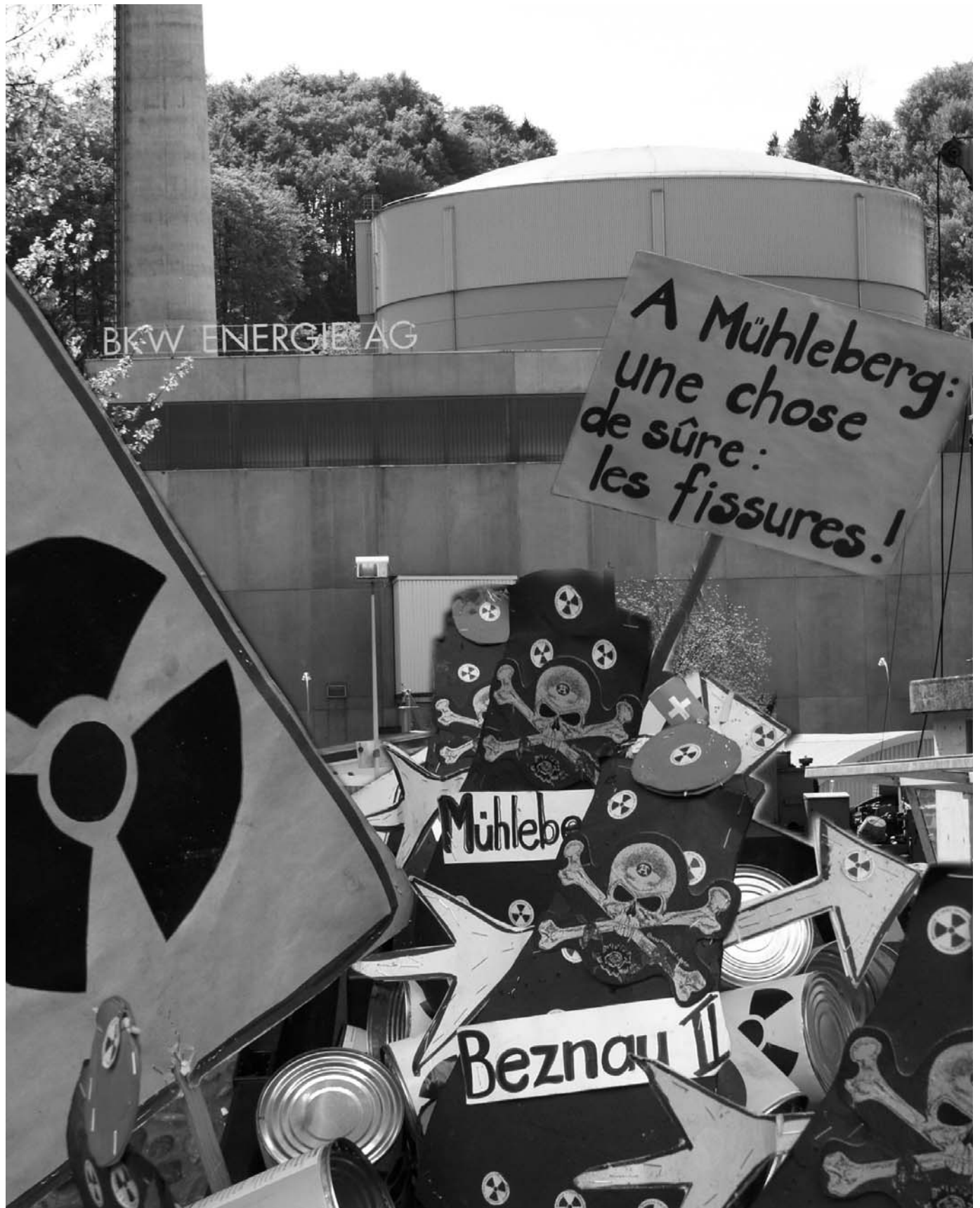


Mars 2015

n° 118

CONTRASTO



sommaire n° 118

Couverture	
Edito <i>Anne-Cécile</i>	3
Suisse Mühleberg et IFSN <i>E. Weiss</i>	4-5
Suisse Nagra, l'entreposage des déchets nucléaires <i>E. Weiss</i>	6
Suisse Contre l'ultralibéralisme électrique	7
France Reprise du chantier ICEDA <i>J-P. Collet</i>	8-9
France Agissez avec la CRIIRAD! (Pétition)	10
IndependentWHO Santé et nucléaire	11-12
Japon Fukushima <i>M. Schlegel</i>	13
Hommage à nos amis de CHALIE HEBDO	14-15-16

ContrAtom

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 321 57 09
www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité. Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0

POUR MARQUER LE 4^e ANNIVERSAIRE DE LA CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

Nous vous proposons 2 rendez-vous
le **MERCREDI 11 MARS**

1) DE 11H30 À 12H30

Rassemblement devant le Consulat du Japon à Genève
82, rue de Lausanne

2) ENSUITE, TRAIN POUR BRUGG À 13H18

Pour marquer notre opposition aux agissements de l'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire), une délégation de ContrAtomistes, dont vous pouvez évidemment faire partie, se rendra à la manifestation initiée par l'Alliance Non au Nucléaire qui se tiendra à Brugg (Argovie) devant le siège de l'IFSN de 16h à 18h.

Départ de Cornavin à 13h18 après le rassemblement devant le consulat. Retour vers 21h30.

Le prix du trajet en train étant assez élevé, il est conseillé d'acquérir une carte journalière à la mairie de sa commune de domicile, pour le prix d'environ 40.-fr.

Pour la Ville, il faut s'adresser à l'Espace Ville de Genève, Pont de la Machine.



Et réservez d'ores et déjà votre fin d'après-midi (dès 17h) du dimanche 26 avril pour participer à la manif marquant le 29^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl (précisions dans le prochain numéro).



Chères, chers ContrAtomistes,

Courage, nous ne sommes pas au bout de nos peines! En effet, les nouvelles de ces derniers mois ne sont guère réjouissantes:

Mühleberg: fin janvier, nous apprenions que l'IFSN (Inspection fédérale de la sûreté nucléaire) avait accepté les «mesures au rabais» présentées par la Société BKW, propriétaire de la centrale en vue d'exploiter cette dernière jusqu'en 2019, date prévue pour sa mise hors service.

Dans les faits, l'IFSN accepte par exemple que rien ne soit entrepris pour protéger l'enveloppe du cœur du réacteur qui présente des fissures toujours plus nombreuses, qui s'allongent et s'approfondissent. Deuxième exemple, concernant la création d'un deuxième système de refroidissement d'urgence résistant aux séismes, l'IFSN se contente d'une station de pompage résistant aux crues qui tire l'eau à proximité!

Preuve est faite, une nouvelle fois, du laxisme coupable que montre l'IFSN face au lobby nucléaire! Malheureusement une telle attitude expose toute une population à un danger potentiel inacceptable avec la bénédiction de Doris Leuthard qui met toute sa confiance en l'IFSN!

Depuis 2011, un piquet de protestation se tient devant le siège de l'IFSN à Brugg (Argovie), du lundi au jeudi de 17h à 18h, pour demander notamment l'arrêt de Beznau, le plus vieux réacteur de Suisse et de la planète.

Or, voilà qu'à la requête du propriétaire du bâtiment, la police vient d'édicter une **interdiction de se tenir sur le trottoir devant l'IFSN** avec une amende à la clé pouvant aller jusqu'à 2000 Fr.s!!! Là où le nucléaire passe, la démocratie trépasse, c'est bien connu!

Ce slogan colle d'ailleurs parfaitement avec ce qui se passe au **Bugey**, où le chantier visant à créer un dépôt de déchets nucléaires (ICEDA) a reçu, fin décembre, l'autorisation de reprendre les travaux alors que la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Lyon avait annulé le permis de construire en première instance, au motif que le Plan local d'urbanisation (PLU) de St Vulbas, lieu d'implantation de la centrale, n'autorisait pas d'y accueillir d'autres déchets radioactifs que ceux du Bugey. Et voilà qu'un an plus tard, après un « sérieux recadrage politique », la même Cour décide le contraire!! De quoi se poser bien des questions sur les limites de l'indépendance de la justice face au puissant lobby nucléaire!

Et que penser de la nouvelle « loi sur le secret » entrée en vigueur au **Japon** en décembre 2014? D'une part cette loi met fin au secret des sources pour les journalistes, d'autre part de nombreux ministères, dont l'Agence de Régulation Nucléaire auront la possibilité de classer « secrets » certains documents. Ceux-ci pourront être détruits 30 ans après leur classement sur accord du Premier Ministre! Circulez, y'a rien à voir!

Pas question de se laisser gagner par le découragement! Mobilisons-nous pour démontrer que la démocratie résiste au lobby nucléaire! A bientôt dans la rue!

Anne-Cécile



MÜHLEBERG ET L'IFSN

Les BKW (ex-Forces motrices bernoises, FMB), propriétaires de la centrale nucléaire de Mühleberg ont transmis un rapport à temps (31.12.2014) pour l'arrêt définitif de leur centrale nucléaire pour 2019 selon les exigences de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) du 13 novembre 2013. L'IFSN a rendu un premier rapport avec des remarques et exigences pour cette période. Mais une fois de plus, l'IFSN n'a pas tenu parole et s'est pliée aux arguments économiques de l'exploitant au détriment des exigences de sécurité. Ils veulent exploiter cette vieille centrale, fissurée et en manque de plusieurs systèmes de sécurité jusqu'en 2019 (probablement fin 2019) et exposer la population aux risques d'un accident, bien que le Conseil fédéral ait élargi le rayon à grand risque à 50 km autour d'une centrale nucléaire (distribution des comprimés d'iode). A cela il faut encore ajouter le stockage sur place des barres de combustible nucléaire (hautement radioactif) pendant au moins 5 ans avant de les transporter à Würenlingen au dépôt de stockage intermédiaire.

L'IFSN mentionne dans son rapport que la responsabilité de la sécurité revient à l'exploitant (BKW) et que la tâche de l'IFSN est de surveiller que l'exploitant applique les exigences nécessaires, mais malheureusement, ils ne remplissent de loin pas ce rôle et acceptent n'importe quelle solution, surtout économique, et négligent la sécurité.

Quelques points essentiels du rapport de l'IFSN (67 pages, seulement disponible en allemand sur le site de l'IFSN ou sur demande à info@contratom.ch):

- **Vieillesse des matériaux des réceptifs:**

L'IFSN a exigé en novembre 2013 des preuves de résistance au vieillissement mécanique. BKW a répondu pour 85% des cas, mais a obtenu pour les 15% restant encore une fois une prolongation jusqu'à la fin 2015 sans limitation de l'exploitation.

- **Fissures du manteau:**

Ces fissures aux soudures circonférentielles sont apparues la première fois aux contrôles en 1990. Ce manteau a été renforcé en 1996 par quatre tirants (agrafes). Une analyse du TÜV en 1998 demandait un renforcement, que l'IFSN a demandé d'appliquer avant 2017, mais qui dorénavant ne sera pas exécuté. Suite au

constat de fissures transversales dans une centrale similaire aux Etats Unis, des fissures du même type étaient trouvées lors d'un contrôle en 2014 à la soudure H4. La plus grande mesure 103 mm de longueur (nettement plus longue que la largeur de la soudure et probablement à la limite de la zone de transition; en plus les fissures transversales ont une autre origine, pas encore clarifiée). Où est le sérieux des contrôles antérieurs si on ne voit même pas des fissures de 103 mm??! Comme ce sont des fissures sous contraintes (IGSCC), elles évoluent forcément dans le temps. Or, après un seul contrôle, l'exploitant affirme qu'elles ne bougent pas dans le temps! **Incroyable!** Pourtant, nous avons déjà une expérience grave en Suisse avec le puits blindé du barrage de la Grande-Dixence, qui a cédé en 2000 suite à des fissures sous contraintes sous-estimées. Cet accident a coûté la vie à 3 personnes (comme c'était un accident hydraulique, il n'a duré que quelques minutes, sans conséquences à long terme comme à Tchernobyl ou Fukushima). L'IFSN demande maintenant un contrôle des soudures H4 et H5 en 2015 et des soudures H4 et H6 en 2017. Même après cette lacune dans les contrôles, il n'exige pas un contrôle immédiat de toutes les soudures! Et pourtant, l'IFSN est notre institution pour la **sécurité nucléaire!** L'IFSN exige pour les calculs de mécanique de rupture une limite du coefficient d'intensité de tension (prétendant être conservatif) sans bien connaître l'influence du bombardement intensif de neutrons sur le vieillissement de la matière du manteau. En plus, ils disent tolérer des fissures traversantes jusqu'à 320 mm (enfin on avoue qu'il y a des fissures traversantes). Une fois de plus, l'exigence est faible, quasiment un alibi; il faut au moins demander que la somme totale des fissures traversantes ne dépasse pas 320 mm. Une autre mesure de surveillance de la sécurité proposée est un renforcement des contrôles visuels des soudures du manteau, limité à 90% des soudures. Cette proposition ne sert pas à grand-chose, il faut au moins un contrôle non destructif comme la magnétoscopie (MT) ou le ressuage (PT) pour visualiser les fissures à la surface (le manteau est froid pendant le contrôle et par ce fait réduit en dimensions, c'est-à-dire que les fissures sont fermées contrairement aux conditions en service avec de hautes températures). Ce manteau ne doit pas être étanche mais sa déformation peut empêcher l'introduction des barres d'absorption et par ce fait gêner fortement l'arrêt du réacteur en tout temps, aussi et surtout en arrêt d'urgence (même l'IFSN appelle ce paragraphe «stabilisation du manteau du cœur»). L'IFSN admet ces propositions en ajoutant

seulement l'exigence de faire ces contrôles une fois par an de certaines soudures au lieu de tous les deux ans comme proposé par l'exploitant.

• **Chute d'un système de transfert des éléments combustibles:**

C'était une exigence de l'IFSN pour le 31.12.2013, mais là aussi le délai de la proposition de protection antichute est prolongé au 31.12.2015!

• **Système de refroidissement de secours, indépendant de l'Aare ((DIWA-NAS):**

Ce système était une exigence de l'IFSN suite à l'accident de Fukushima (rapport IFSN «Lessons Learned Fukushima», 31.10.11) avec une limite d'application jusqu'en 2015. Comme d'habitude, l'IFSN avait prolongé ce délai à 2017 et y renonce maintenant complètement. Le remplacement va se faire par la création d'un système de pompage qui ne résiste probablement pas aux séismes, mais qui est nettement moins coûteux.

• **Résultats:**

10 exigences de l'IFSN, mais qui seront probablement repoussées plusieurs fois sans jamais être exécutées.

L'IFSN et les BKW ont montré qu'elles travaillaient main dans la main pour des buts économiques sans prendre la sécurité au sérieux. Chaque point en soi contient assez d'argument pour arrêter cette vieille centrale pour des raisons de sécurité, mais notre conseillère fédérale Doris Leuthard suit aveuglement

les recommandations de l'IFSN. Comment pouvons-nous avoir confiance en nos institutions nucléaires?

Suite aux déclarations de l'IFSN nous avons immédiatement fait part de notre désaccord en tenant une manif spontanée devant le siège des BKW à Berne avec le slogan «Abschalten statt Aussitzen» (débrancher au lieu d'attendre sans chercher de solution).

Et la centrale continue à tourner et à nous exposer à des risques inutiles, irraisonnables et irresponsables.

E. Weiss

Pétition

35 organisations ont envoyé une pétition concernant les critères d'arrêt d'une centrale nucléaire en octobre 2014 au Département fédéral de l'énergie (DETEC), voir notre journal No 117, page 4. Madame Leuthard nous a répondu personnellement:

- le Conseil Fédéral n'a pas besoin des nouveaux critères pour arrêter une centrale nucléaire;
- la loi sur l'énergie nucléaire suffit largement pour notre sécurité;
- le Conseil Fédéral a pleinement confiance à l'IFSN;
- nos centrales nucléaires sont sûres, autrement l'IFSN les arrêteraient immédiatement;
- l'IFSN est contre le critère de probabilisme.

Nous avons voulu donner un coup de main pour renforcer le pouvoir de nos institutions de sécurité nucléaire, mais peine perdue!



NAGRA, L'ENTREPOSAGE DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

NAGRA (anciennement CEDRA, société coopérative nationale pour l'entreposage de déchets radioactifs) vient de publier un rapport concernant les lieux d'entreposage définitif des déchets radioactifs. Cette société, créée en 1972 a focalisé ses recherches sur les dépôts en profondeur. Son conseil administratif est composé de neuf membres, dont sept sont du milieu des exploitants, un ancien directeur du tunnel du Gotthard et la conseillère nationale Corina Eichenberger comme présidente. De nouveau, une institution sans appui neutre.

Nous ne voulons pas entrer dans cette discussion avant de fixer les dates d'arrêt de nos centrales nucléaires. Nous n'acceptons pas de produire des déchets pour lesquels personne ne peut trouver une solution pour plusieurs dizaines de milliers d'années. Dans différents pays, ces dépôts ont de graves problèmes (ASSE en Allemagne a des fuites d'eau, Wipp au Nouveau-

Mexique a été le théâtre d'une explosion d'un contenant radioactif). Ceci avec des dépôts qui ont seulement quelques dizaine d'années... et NAGRA prétend avoir la solution pour cent mille ans!!! Le géologue Marco Buser a fait un appel à la prudence dans son rapport «Hüten versus Endlagern» (garder versus stocker définitivement, ce rapport de 52 pages existe seulement en allemand). Les techniques de stockage ne sont pas encore mûres et le choix du site ne peut se faire qu'après. La solution du dépôt intermédiaire (Zwilag) est à revoir. Il se trouve à Würenlingen, proche de l'Aare, réparti en trois hangars selon le niveau de danger radioactif. Les centrales nucléaires suisses produisent environ 75 tonnes de combustible usé par an (hautement radioactif). Cela donne entre 3500 à 4500 tonnes selon la durée d'exploitation (même la NAGRA mentionne sur leur site une durée de vie de 50 ans pour nos centrales, contrairement aux 60 ans du Conseil national) et correspond à environ 7300 m³. Le démantèlement des centrales ajoute encore 60 000 m³ de déchets de faible et moyenne activité. **Tout cela démontre l'urgence d'arrêter au plus vite nos centrales nucléaires.**

E. Weiss



CONTRE L'ULTRALIBÉRALISME ÉLECTRIQUE

Rappel:

En octobre dernier le Conseil Fédéral a mis en consultation un arrêté visant à l'ouverture totale du marché électrique. Dans notre numéro de décembre 2014, nous exposons, sous la plume de Pierre Vanek, notre ferme opposition à ce projet. Dans la foulée, la ville de Genève, dans un communiqué du 12 janvier 2015, exprimait également l'avis que l'ouverture complète du marché de l'électricité était une erreur et demandait l'ajournement de cette décision.

Puis ce fut au tour des Services Industriels de Genève de s'élever contre ce projet qui favoriserait les énergies fossiles au détriment des énergies renouvelables.

Quant au Conseil d'État du canton de Genève, nous vous livrons ci-dessous sa prise de position:

14.01.2015:

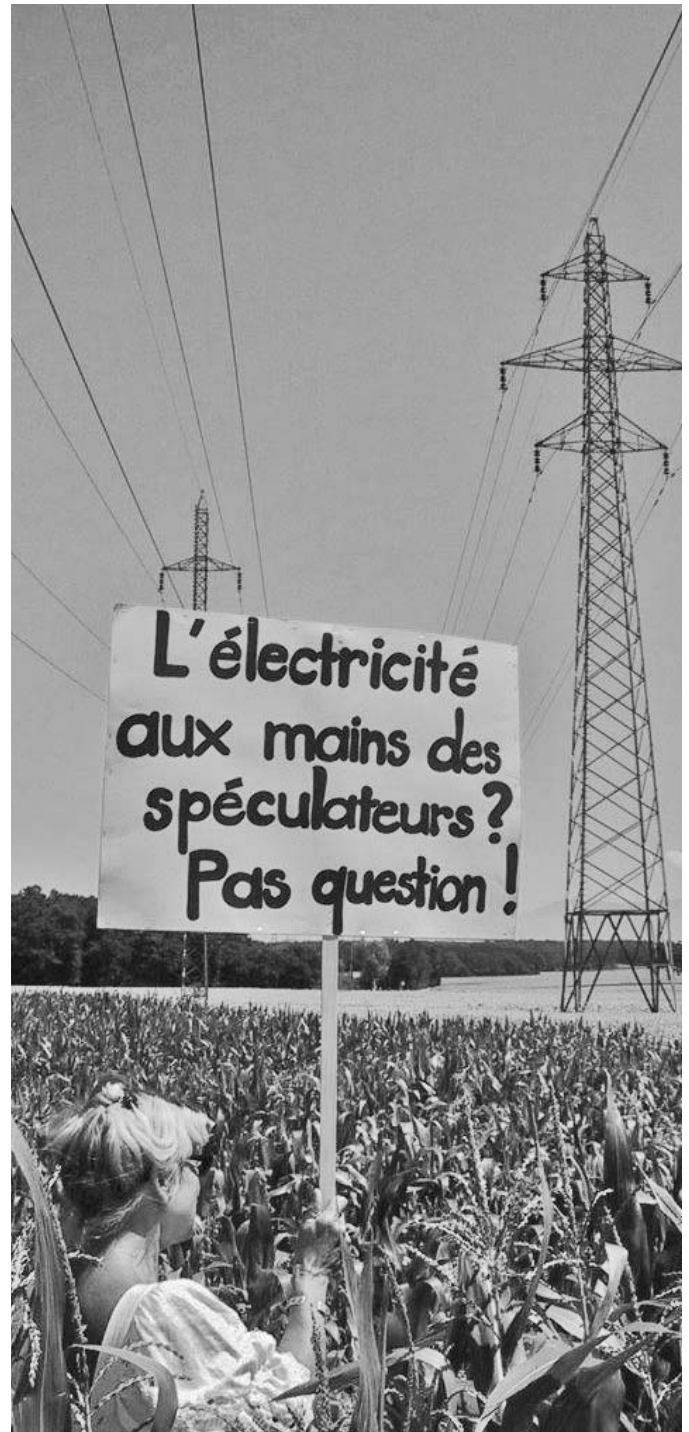
Conseil d'Etat, Genève-Confédération

Non à une ouverture du marché de l'électricité défavorable aux énergies renouvelables locales

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) sur la deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité. Cette ouverture totale du marché de l'électricité permettrait aux petits consommateurs de choisir leur fournisseur d'électricité. Elle servirait à une meilleure intégration de la Suisse dans le marché européen.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat relève que les prix du marché européen de l'électricité ne reflètent pas les vrais coûts. Les centrales à charbon bénéficient d'un prix de la tonne de CO2 exagérément bas. La filière nucléaire ne couvre ni les coûts du démantèlement, ni ceux du traitement et du stockage des déchets. Ainsi, ces deux filières sont une concurrence déloyale pour le développement des énergies renouvelables, en particulier pour l'hydroélectricité suisse.

Dans les conditions actuelles du marché européen, le Conseil d'Etat estime que l'ouverture totale du marché de l'électricité est incompatible avec la stratégie énergétique 2050, fondée sur la sortie du nucléaire et le développement des énergies renouvelables locales.



Le Conseil d'Etat n'est pas opposé au principe même d'un accord sur l'électricité avec les pays européens. Il considère toutefois qu'un tel accord requiert au préalable des conditions cadres permettant à la Suisse de préserver ses infrastructures et de développer des projets indispensables à un approvisionnement durable du pays.

Pour toute information complémentaire:

M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DALE, 022 327 93 64

ANNONCE D'EDF DE LA REPRISE DU CHANTIER ICEDA;

réaction de SDN Bugey (Sortir du nucléaire-Bugey)

Nous apprenons l'annonce de la reprise future du chantier ICEDA;

c'est évidemment une très mauvaise nouvelle (que nous redoutions...) car c'est l'avenir de toute une région qui va se jouer dans les prochaines années.

Durant des mois, SDN Bugey a dénoncé et averti les instances publiques, les élus, la population dans son ensemble, de l'extrême dangerosité de cette installation qui va générer des pollutions radioactives, tant par les transports de déchets nucléaires acheminés par convois (on évoque une dizaine de convois par mois), que par le conditionnement des fûts sur place.

En outre, les risques d'inondation d'ICEDA par le Rhône sont énormes quoiqu'en dise EDF et il est à craindre que les eaux soient en partie contaminées, alors que nous sommes en amont de Lyon.

Nous constatons une fois de plus qu'EDF veut passer en force sur ce dossier car c'est toute la filière de démantèlement qui est actuellement en panne. EDF ne tient pas compte sciemment de l'avis de l'Autorité Environnementale qui a émis beaucoup de réserves sur ce dossier, et s'obstine dans sa fuite en avant, sacrifiant au passage l'environnement et la santé publique des riverains et des travailleurs du nucléaire (car ce sont bien eux les premiers exposés).

Il est à regretter que les Elus, quelqu'ils soient, mais décideurs et disposant d'un pouvoir dont ils ne se sont pas servi, n'aient pas davantage fait entendre leur voix et ne se soient pas plus investis pendant qu'il était encore temps, pour tenter d'arrêter l'irréversible...

On peut constater que grâce aux différents recours, le chantier a pris malgré tout quelques années de retard, retard qui a permis d'informer davantage la population sur la construction de cette installation, qui n'est, rappelons-le, que "l'anti-chambre" de Cigéo dans la Meuse où seraient (seront?...) enfouis des milliers de tonnes de déchets nucléaires.

Tout est lié dans cette "course en avant"; le nucléaire est une véritable impasse économique et écologique; et EDF plutôt que de chercher d'autres solutions, s'entête à coup de milliards dans une voie sans issue.

Jean-Pierre Collet SDN Bugey



Note de la rédaction

Rappelons qu'en vertu de l'article antinucléaire 169 de la Constitution genevoise, les autorités de Genève avaient intenté un recours contre ICEDA, mais qu'elles ont été déboutées par le Conseil d'Etat français en avril 2014 sous prétexte que le canton de Genève se trouvait trop éloigné du lieu d'entreposage prévu.

A noter encore que l'ASN (l'Autorité de sûreté nucléaire) vient d'autoriser la prolongation du réacteur n°5 du Bugey jusqu'en 2022.

De toute évidence, cette installation est de plus en plus vétuste et présente des signes très inquiétants en termes de sécurité et de santé publiques.

On y a notamment constaté des fuites importantes de tritium (hydrogène radioactif) qui se retrouve dans les eaux souterraines du site du Bugey.

Sortir du Nucléaire Bugey réclame et exige l'arrêt du Bugey qui, en plus d'être un gouffre financier représente un véritable danger pour les populations de toute la région.





POUR UN CONTRÔLE INDÉPENDANT DE LA RADIOACTIVITÉ DE L'AIR SUR LE SECTEUR LYON - BUGEY

Agissez avec la CRIIRAD!

Signez la pétition sur:

<http://www.criirad.org/images/petition-bugey.pdf>

Avril 1986:

le nuage de Tchernobyl survole la France ... L'accident nucléaire de Tchernobyl a affecté l'ensemble du territoire français. La population n'a pas été correctement informée de la contamination de l'air, des sols et des denrées alimentaires. Les groupes à risque, notamment les enfants, auraient pu être protégés si un système de contrôle indépendant et fiable avait existé. Créée en mai 86 face à cette situation, la CRIIRAD est indépendante de l'État et des exploitants du nucléaire ; sa liberté de parole est donc totale. Elle s'est équipée d'un laboratoire permettant de réaliser des contrôles radiologiques indépendants, d'informer la population et de contribuer à l'amélioration de sa radioprotection.

En 2011: accidents et nouvelle catastrophe:

Explosion d'un four de traitement de déchets radioactifs à Marcoule, rejets anormaux d'iode 131 d'une installation hongroise, explosions en cascade à la centrale de Fukushima Daiichi... L'intérêt que portent les citoyens à une information indépendante rendant compte de la situation radiologique de leur territoire est sans cesse renforcé.

Le réseau de surveillance de la CRIIRAD

Grâce au soutien de plusieurs collectivités territoriales, le réseau de surveillance permet d'alerter au plus vite la population en cas de contamination nécessitant des mesures de protection rapides. Le laboratoire permet de conduire des investigations plus poussées pour identifier les radionucléides et qualifier les niveaux de risques.

L'air de l'Ain et du Rhône délaissé!

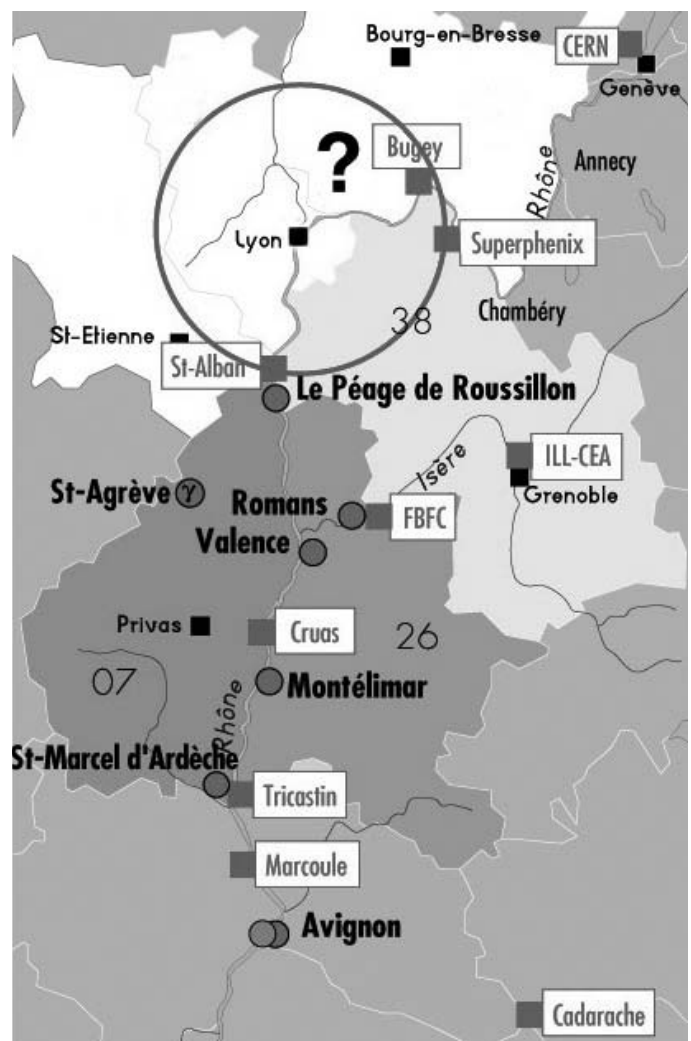
La répartition des balises de surveillance (voir ci-contre) a été établie en fonction des sites nucléaires et de la densité des populations. Dans ce maillage, une anomalie criante apparaît : alors qu'il abrite la plus importante communauté urbaine de la région, que la centrale du Bugey est située à proximité et qu'il est exposé aux rejets potentiels de toutes les installations

de la vallée du Rhône, le secteur du Grand Lyon ne bénéficie d'aucun contrôle indépendant!

Le plus dur est fait, les collectivités doivent s'engager.

La balise destinée au secteur a déjà été acquise grâce au financement conjoint de la CRIIRAD et de la Région Rhône-Alpes, qui est d'ailleurs prête à contribuer à son exploitation. Avec des participations modestes des collectivités concernées (le Grand Lyon, les départements de l'Ain, du Rhône, etc.), la balise pourrait être mise en fonctionnement rapidement.

Je demande la mise en service d'une balise de surveillance de l'air gérée en toute indépendance par le laboratoire de la CRIIRAD et garantissant mon information sur les retombées d'un accident nucléaire, qu'il se produise en France ou à l'étranger.



- Installations nucléaires
- Balises d'air en fonctionnement
- Balise d'eau en fonctionnement

FORUM SUR LES EFFETS GÉNÉTIQUES DES RAYONNEMENTS IONISANTS

5 décembre 2014

«IndependentWHO - Santé et nucléaire» a organisé, avec notamment l'appui de la Ville de Genève, un «Forum Scientifique et Citoyen sur les Effets Génétiques des Rayonnements Ionisants» le samedi 29 novembre 2014 à Genève. Six experts de renommée internationale (Japon, USA, Finlande, Angleterre, Allemagne) étaient invités à faire des présentations de leurs recherches. Ruth Stegassy, productrice de l'émission Terre à Terre sur France Culture, a modéré l'événement. Plus de 150 personnes sont venues assister à ce forum dont plusieurs professionnels de la santé et journalistes de France et de Suisse, ainsi que des élus, des écologistes et membres de mouvements et associations pour la santé et une alimentation saine, des militants anti-nucléaires...



Rémy Pagani a la tribune du forum



Le forum s'est ouvert avec un discours de bienvenue de Rémy Pagani, représentant le gouvernement de la Ville de Genève. Ensuite, Inge Schmitz Feuerhake (Allemagne) a introduit le sujet en expliquant les concepts biologiques fondamentaux des effets génétiques des rayonnement ionisants. Yuri Dubrova (Ukraine) a présenté un résumé des études présentes et passées et a décrit son travail sur les effets transgénérationnels de l'exposition parentale aux mutagènes. Wladimir Wertenleki (USA) a présenté les résultats d'une décennie de travail en Ukraine, qui démontre une association significative entre le taux des malformations congénitales et les niveaux de Cesium 137 chez les femmes enceintes. Keith Baverstock (Finlande) – bien connu pour sa dénonciation des effets de l'uranium appauvri utilisé dans les armements – a décrit le rôle et les conséquences potentielles de l'instabilité génomique induits par des facteurs de stress environnementaux, y compris les rayonnements ionisants. Tim Mousseau (USA) a présenté des études qui démontrent des conséquences significatives des rayonnements ionisants à faible dose, et aussi du rayonnement naturel de base, et a souligné que les effets génétiques sont observés à tous les niveaux biologiques, de l'ADN aux écosystèmes. Dernière intervenante, Chiyo Nohara (Japon), qui a décrit des études démontrant les effets génétiques déjà observés chez les papillons à Fukushima et qui a noté que ces effets ont empiré à la deuxième génération.

Pendant une discussion de deux heures, les membres du public ont pu ensuite demander des clarifications aux intervenants, lesquels ont fourni des explications supplémentaires. Les six intervenants sont tombés d'accord pour dire que la science génétique était à un tournant requérant des modèles théoriques nouveaux pour avancer dans sa compréhension plus fine des

phénomènes. Mais les crédits alloués à cette recherche sont insuffisants et ne permettent pas une étude systématique d'envergure par manque de volonté politique

Le Collectif **IndependentWHO – Santé et Nucléaire** a, par la voix d'un de ses membres, clôturé le forum en faisant remarquer qu'il y a déjà un demi siècle, nos connaissances sur les effets génétiques des rayonnements ionisants étaient suffisantes pour pouvoir mettre en œuvre une radioprotection efficace. D'ailleurs, si nos autorités internationales n'avaient pas abdiqué leurs responsabilités, ce forum sur les effets génétiques des rayonnements ionisants aurait été organisé par l'Organisation Mondiale de la Santé dans les années qui ont suivi l'accident de Tchernobyl.

Si les conséquences sanitaires, et en particulier les effets génétiques des rayonnements ionisants, n'avaient pas été dissimulés par nos autorités, nationales ou internationales, il est probable qu'aujourd'hui,

l'unique utilisation de l'énergie atomique serait pour un usage médical.

Au lieu de cela, alors que la terre baigne de plus en plus dans les radionucléides et que beaucoup d'effets génétiques, qui n'avaient pas été reconnus avant, aient été observés après Tchernobyl et que la preuve des effets connus ait été confirmée, cela n'a pas empêché la **Commission Internationale pour la RadioProtection** (CIPR) de diminuer son estimation de risque génétique par un facteur de 6 en 2007 . . .

pour IndependentWHO Ch. Elain

Les Actes de ce forum seront publiés sur notre site d'ici quelques mois mais en attendant, **il est possible de lire le programme de cet événement ainsi que la biographie des intervenants à l'adresse;**

<http://independentwho.org/fr/2014/12/05/forum-2014-effets-genetiques/>



Tribune des intervenants au forum...

DES NOUVELLES DE FUKUSHIMA?

En décembre dernier, de nouvelles inquiétantes nous parvenaient du Japon. Le gouvernement de Shinzo Abe a fait passer sa loi sur les secrets. Celle-ci permet aux hauts fonctionnaires du pays de classer comme secrets d'états des informations relevant de la défense, des affaires étrangères, de la lutte contre le terrorisme ou du renseignement. Cette loi est le résultat d'une militarisation croissante de la région et de la concurrence de plus en plus forte entre le pays et ses voisins, pour la plupart puissamment armés (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Russie).

Il va sans dire que l'introduction d'une loi qui renforce ainsi le contrôle de l'Etat et réduit le droit à l'information et la liberté de la presse est une très mauvaise nouvelle au regard de la situation à Fukushima. L'avocat japonais Saul Takahashi explique dans un article paru dans *The Ecologist* le 10 décembre dernier, que "le peuple du Japon est bien obligé de constater une fois de plus combien le gouvernement peut être dissimulateur et arbitraire. Suite à la catastrophe de Fukushima, en raison des lenteurs du gouvernement et de sa répugnance à divulguer les informations, les gens sont restés exposés à de fortes doses de radioactivité durant plus d'un mois après la fusion, avec des conséquences sur la santé potentiellement graves."

L'incapacité du gouvernement japonais à mettre en œuvre une politique d'information transparente est probablement l'aspect le plus scandaleux de la catastrophe de Fukushima. Les personnes qui doivent vivre au quotidien avec la radioactivité n'ont que peu de chance de se faire une image réaliste des risques auxquels elles sont soumises et comment s'en prémunir, car les intérêts de l'économie et de l'industrie prennent autant d'importance que la protection de la population, si ce n'est plus.

Ainsi, le 13 février dernier, la préfecture de Fukushima publiait un rapport sur les cas de cancers de la thyroïde observés chez les plus jeunes. Ce document démontre que des enfants ont développé des cancers de la thyroïde dans la période qui a suivi l'accident. Pour rappel, lors d'accident nucléaires graves, de l'iode 131 peut s'échapper du réacteur nucléaire et se fixer dans la thyroïde de ceux qui l'ingèrent, ce qui peut provoquer des cancers.

A ce stade il est impossible de démontrer que ces cancers sont dus à la contamination radioactive qui a suivi le début de la catastrophe de Fukushima, mais il est tout aussi impossible de démontrer le contraire. Or, comme on peut le lire dans un article du *Monde* du 13 février dernier: «si (avec cette étude), la responsabilité directe de l'accident ne peut être établie de manière formelle, les soupçons sont davantage justifiés. La commission d'étude tend cependant à considérer au contraire que «malgré ces nouveaux résultats, il n'est pas nécessaire à ce stade de modifier l'avis émis précédemment» selon lequel les radiations ne sont pas la cause de ces cancers.»

En ce qui concerne la contamination, l'iode 131 n'est même pas la partie émergée de l'iceberg. L'étude a pu déterminer 1 cas de cancer avéré et 7 présumés, sur plus de 75'000 enfants contrôlés. Il est impossible de lier ces 8 cas à l'accident de la centrale de Fukushima, pourtant la préfecture se montre incapable de faire preuve de transparence. La population de la région de Fukushima doit donc apprendre à vivre avec la présence permanente de la radioactivité, sans qu'aucune information officielle ne puisse être considérée comme fiable. Elle a purement et simplement été abandonnée par les autorités.

Dans ce contexte il n'est pas étonnant que les habitants des autres préfectures se méfient du gouvernement et bloquent par tous les moyens la relance des centrales nucléaires du pays. Au lieu d'essayer de rétablir la confiance en rendant la communication officielle plus transparente, le gouvernement impose une loi sur les secrets avec laquelle "la possibilité de désigner toutes sortes d'informations « au secret » est quasi infinie", dicit Saul Takahashi. Heureusement, suite à cette dérive militariste, la cote de popularité du premier ministre pro-nucléaire Shinzo Abe s'est effondrée.

M. Schlegel



Communiqué de presse - 7 janvier 2014

EN HOMMAGE À NOS AMIS DE CHARLIE HEBDO

Réseau "Sortir du nucléaire" France
Fédération de 925 associations et 60 000 personnes
Agréée pour la protection de l'environnement

<http://www.sortirdunucleaire.org/>

La tristesse du Réseau "Sortir du nucléaire" est immense. Charlie Hebdo a été à la pointe de la dénonciation de la menace nucléaire et a toujours été au côtés des antinucléaires depuis sa création en 1969 et bien avant encore avec avec le magazine Hara Kiri, qui a marqué ses prémices dès 1960.

Des milliers de personnes sont devenues antinucléaires en lisant les articles dans Hara-Kiri puis dans Charlie Hebdo.

Plusieurs des dessinateurs de Charlie Hebdo dont Charb, son directeur de publication, ont mis leur notoriété au service de la lutte antinucléaire notamment en publiant des dessins dans plusieurs de nos publications. Il y a quelques années, Cabu avait apporté son soutien à la mobilisation pour l'abolition des armes nucléaires. Nos pensées de prompt rétablissement vont à Fabrice Nicolino, auteur de l'excellent hors-série L'Escroquerie nucléaire.

La résistance à la bêtise humaine en général et au nucléaire en particulier vient de perdre de précieux défenseurs. Sous le choc, le Réseau "Sortir du nucléaire" tient à faire part de son immense tristesse et à marquer sa solidarité avec les familles des victimes de cet odieux attentat perpétré contre la liberté d'expression et la démocratie.





Mer radioactive: LES JAPONAIS NE MANGENT PLUS DE THON ROUGE.



AU TRICASTIN ON SE TRACASSE



HORS-SÉRIE

CHARLIE-HEBDO ^{6€}

L'ESCROQUERIE NUCLEAIRE

70 ANS DE RAYONNEMENT ATOMIQUE DE LA FRANCE

LES GRANDES FOLIES DU PASSÉ

LE MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE

LES CADEAUX ÉTAIENT PRESQUE PARFAITS

L'AVENIR D'UNE ILLUSION



HORS-SÉRIE 7H / 4 €
TOBRE 2012



JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

CONTRA ATOM